

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne - Participation de
M. Jean-Yves Le Drian au conseil
affaires étrangères (Bruxelles, 19
novembre 2018) - République
démocratique du Congo - Décès de
huit casques bleus de la MONUSCO
(15 novembre 2018) - Turquie -
Arménie - Azerbaïdjan
(Paris, 16 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au conseil affaires étrangères (Bruxelles, 19 novembre 2018)

M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera au Conseil affaires étrangères à Bruxelles le 19 novembre. Les ministres auront des discussions sur les sujets suivants :

- Asie centrale : les ministres prépareront la réunion ministérielle Union européenne-Asie centrale du 23 novembre à Bruxelles et qui sera consacrée aux questions environnementales, économiques et de sécurité. Les ministres auront un échange sur la future stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale dont la publication est attendue au premier semestre 2019 et que nous souhaitons voir, avec l'Allemagne, centrée autour des thèmes du développement durable et de la sécurité/stabilité.

- Bosnie-Herzégovine : à la suite des élections législatives et présidentielles du 7 octobre, les ministres encourageront les responsables politiques à constituer le plus rapidement possible les nouveaux gouvernements, aux différents échelons, afin de reprendre les réformes nécessaires en matière de développement économique et social du pays et d'Etat de droit, indispensables au rapprochement avec l'Union européenne.

- Ukraine : les ministres échangeront sur la situation en Ukraine, la situation sécuritaire dans les territoires sous contrôle séparatiste et les tensions en mer d'Azov, ainsi que sur la réponse européenne à apporter aux élections irrégulières locales organisées dans le Donbass le 11 novembre dernier. Les ministres des affaires étrangères français et allemand informeront leurs partenaires de l'état des discussions en format Normandie (Allemagne, France, Russie et Ukraine) et souligneront l'importance pour l'Ukraine d'accélérer la mise en oeuvre des réformes attendues par l'Union européenne.

- Yémen : Les ministres réaffirmeront le soutien de l'Union européenne à la recherche d'une solution politique, seule à même de résoudre le conflit, et aux efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, Martin Griffiths, qui doit présenter aujourd'hui devant le Conseil de sécurité à New York un "cadre d'action global". Ils rappelleront la mobilisation de l'Union européenne pour remédier à la détérioration alarmante de la situation humanitaire.

- Iran : dans le contexte du rétablissement du deuxième volet de sanctions américaines contre l'Iran, portant sur les secteurs pétrolier, financier, du transport et des assurances, le 5 novembre dernier, M. Jean-Yves Le Drian rappellera notre attachement à la mise en oeuvre du JCPOA, dans le respect des accords internationaux et de la sécurité internationale. Il rappellera l'engagement de la France à préserver et à maintenir des circuits financiers opérationnels avec l'Iran, pour que ce pays continue de bénéficier des contreparties économiques de l'accord pourvu qu'il continue de respecter intégralement ce dernier.

- Sécurité et défense : ce point sera traité en format "conjoint" par les ministres des affaires étrangères et de la défense. Les discussions permettront de faire le bilan des progrès accomplis par l'Europe de la défense au cours des derniers mois : développement de l'autonomie stratégique de l'Union, adoption de nouveaux projets dans le cadre de la coopération structurée permanente, revue annuelle coordonnée de défense, lutte contre les menaces hybrides, réforme des partenariats, politique de sécurité et de défense civile. Ce sera l'occasion également de tracer de nouvelles perspectives en amont du Conseil européen de décembre. Les échanges porteront aussi sur le projet de budget de l'Union européenne qui comporterait une nouvelle rubrique sécurité/défense et l'augmentation du fonds européen de défense.

Le ministre interviendra enfin pour présenter les résultats du premier forum de Paris sur la paix et remercier les Etats membres ainsi que les institutions de l'UE pour leur soutien à "l'appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace".

2 - République démocratique du Congo - Décès de huit casques bleus de la MONUSCO (15 novembre 2018)

La France salue le courage et l'abnégation des sept soldats malawites et du soldat tanzanien morts au combat dans une opération menée par la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). La France salue également le sacrifice des soldats des forces armées de la République démocratique du Congo, morts à leurs côtés.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes ainsi qu'aux autorités du Malawi, de Tanzanie et à celles de la République démocratique du Congo.

La France salue l'engagement de la MONUSCO et renouvelle son soutien aux Nations unies.

Aux côtés des autorités congolaises, malawites, tanzaniennes et de ses partenaires africains, la

France demeure mobilisée pour contribuer à la stabilisation de la République démocratique du Congo et à la lutte contre les groupes armés.

3 - Turquie

Q - La France a-t-elle une réaction suite à l'arrestation ce matin de personnes proches de la Fondation Anadolu Kultur ?

R - Nous avons appris avec une vive préoccupation les arrestations ce matin en Turquie de plusieurs personnalités liées à la Fondation Anadolu Kültür de M. Osman Kavala, figure de la société civile et militant engagé en faveur du dialogue culturel.

Alors que M. Kavala est en détention depuis plus d'un an sans que son acte d'accusation ait été publié à ce jour, la France appelle au respect du droit de chacun à un procès équitable et au respect de la liberté d'opinion.

4 - Arménie - Azerbaïdjan

Q - L'Azerbaïdjan proteste contre la visite en France du dirigeant du Haut-Karabagh. Quelle est votre réaction ?

R - La France ne reconnaît pas la république auto-proclamée du Haut-Karabagh. Elle n'entretient aucune relation avec ceux qui se présentent comme ses représentants. En tant que co-présidente du Groupe de Minsk, la France oeuvre pour que soit trouvée une solution pacifique et durable et mène sa mission de médiation dans le strict respect du devoir d'impartialité qui est le sien./.